

## Recherches sociographiques



Jean-François CARDIN et Claude COUTURE (avec la collaboration de Gratien ALLAIRE), *Histoire du Canada. Espace et différences*

Brian Young

Volume 38, numéro 3, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057168ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057168ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Young, B. (1997). Compte rendu de [Jean-François CARDIN et Claude COUTURE (avec la collaboration de Gratien ALLAIRE), *Histoire du Canada. Espace et différences*]. *Recherches sociographiques*, 38(3), 570–572.  
<https://doi.org/10.7202/057168ar>

Il s'agit incontestablement d'un livre qui rompt avec le discours habituel sur la question nationale. Mais un livre incomplet en quelque sorte qui laisse le lecteur sur sa faim, car il ne développe pas suffisamment les pistes nouvelles qu'il indique.

André TURMEL

Département de sociologie,  
Université Laval.

---

Jean-François CARDIN et Claude COUTURE (avec la collaboration de Gratien ALLAIRE),  
*Histoire du Canada. Espace et différences*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 397 p.

Ce sont deux « sages » de l'histoire française — Jules MICHELET et François GUIZOT — qui ont établi la tradition d'une histoire nationale. Tandis que l'historien Guizot mettait en place le système d'éducation nationale français, Michelet a su placer la Révolution française au cœur de l'histoire française.

Écrire une histoire du Canada en cette fin de siècle est une entreprise plus complexe. L'historien doit traiter d'un pays sans système d'éducation national, dans une structure fédérale en désarroi évident. Comment dégager une cohérence et une logique historique quand on traite d'un pays qui n'est pas une nation dans le sens Michelet du terme et qui, malgré la conquête britannique de 1759-1760 et la Confédération de 1867, n'a jamais eu son événement unificateur ? Écrire l'histoire du Canada, c'est comme faire de la chimie en tentant de « doser » la part du régionalisme, du conflit entre les deux peuples fondateurs européens, des luttes de classes, des femmes, des peuples autochtones, etc.

Dans les années 1960, une équipe mixte d'anglophones et de francophones (Paul CORNELL, Jean HAMELIN, Fernand OUELLET et Marcel TRUDEL) a écrit *Canada : Unité en diversité*. Comparer ce livre rédigé en 1967 avec l'intention d'atteindre une « compréhension mutuelle » et le volume *Histoire du Canada. Espace et différences* permet de mesurer le chemin énorme parcouru par l'historiographie canadienne. Ce dernier titre traduit un pessimisme frappant chez les intellectuels concernant le sort éventuel du Canada : « l'incompétence du pouvoir politique », « une incapacité », « un espace de jeux de pouvoir et d'oppression » (p. 14).

Amorcée il y a six ans grâce à une subvention du Secrétariat d'État du Canada, cette histoire dite « du Canada » est plutôt une histoire du Canada depuis la Confédération. La préhistoire, la Nouvelle France, la société britannique, etc., sont survolées avec une rapidité surprenante (54 pages d'un texte en comptant 352). Selon les auteurs, ceci ne forme qu'« en quelque sorte une introduction » aux années postérieures à 1850. On commence à aborder l'arrivée des Européens à la page 27 et on finit d'examiner la société de la Nouvelle-France à la page 32 avec le Traité de Paris. Ce bref survol de six pages sur la période 1608-1763 est accompagné d'une photo de l'Ontarien Harold INNIS, intellectuel du XX<sup>e</sup> siècle et fondateur de la théorie

des *staples*. La Conquête — qui ne figure pas dans l'index — est traitée brièvement et de façon ambiguë : elle « a marqué une rupture politique, au sens d'un changement de mère-patrie, il n'y eut aucune rupture du cadre économique global » (p. 32).

À partir de l'année 1850, les auteurs traitent effectivement de démographie, des femmes, de l'immigration et des États-Unis. Un peu comme dans *Unité en diversité*, ils abordent l'histoire globale du Canada dans la première moitié et l'histoire des régions dans la deuxième. Ils accordent une large place à la guerre, insérant même une carte (p. 127) de la campagne d'Italie en 1943. Des événements historiques en région, tels le gouvernement de Tommy Douglas en Saskatchewan, l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération et l'affaire Forest au Manitoba, sont traités souvent avec brio.

Les illustrations et les textes d'accompagnement sont bien choisis : Elvis à Ottawa, l'arrestation du Dr Morgentaler, Trudeau, Chrétien et Martin face aux chefs amérindiens. Ma préférence va à la photo du célèbre pianiste Glenn Gould en train de s'exécuter avec chapeau et manteau. Pour les étudiants, l'ordre de présentation de ces photos est par contre beaucoup moins aisé à comprendre.

Les tableaux synchroniques sont bien pensés même s'il est un peu ardu de suivre le lexique choisi. Les rapports entre les divisions du temps dans les tableaux sont difficiles à mettre en parallèle avec les divisions du texte. Pourquoi, par exemple, commence-t-on en 1789 avec George Washington et la Révolution française alors que le texte soutient l'importance d'une autre problématique — soit une histoire qui remonte au début du colonialisme ou une histoire qui date de 1850 ? Un lexique pour l'histoire canadienne qui n'inclut pas la présence autochtone dans la préhistoire mais qui signale la colonisation française, ou la conquête britannique est surprenant. Le référendum de 1995 (qui ne figure pas dans l'index) est inclus dans les tableaux synchroniques même si ceux-ci ne vont que jusqu'en 1994. Autres détails : à la page 211, on donne une liste des premiers ministres du Québec de 1867 à 1921, mais cette liste n'est pas reprise au chapitre XIII qui traite du Québec moderne.

Un texte, bien sûr, n'est jamais neutre : à mi-chemin les auteurs nous présentent des options politiques bien différentes de celles des années 1960 :

Un statu quo répressif, justifié par les contraintes budgétaires, ou une réforme sérieuse du fédéralisme jumelée à une approche radicalement progressiste... Quant à cette deuxième option, rien ne permet de penser pour l'instant que le Canada va aborder le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle avec courage. (P. 201.)

Ce livre attaque sans pitié l'idée de l'histoire linéaire préférant voir le Canada à travers une histoire du conflit entre différents groupes nationaux et mouvements sociaux (p. 352). En effet, selon les auteurs, le Canada est composé d'éléments disparates : l'Ouest de plus en plus influent et les Provinces maritimes dans une situation tragique. Pour leur part, la question nationale du Québec et la question autochtone constituent « une tension permanente »

Ambitieux, captivant surtout dans ses détails, moins exhaustif dans ses grandes lignes d'interprétation et bien présenté, ce texte peut très bien séduire le

public francophone. Pourtant, pour l'auteur du présent compte rendu, spécialiste du XIX<sup>e</sup> siècle, une « Histoire du Canada » doit forcément aborder en détail les institutions, la société, et les conflits de la période préindustrielle et préconfédérative. Ce livre traite en fait de la période postérieure à la Confédération ; de l'avoir signalé n'eût pas été vain.

Brian YOUNG

*Département d'histoire,  
Université McGill.*

---

Serge CHEVALIER et Micheline TREMBLAY (dirs), *Portrait de santé des Montréalais. Rapport de l'Enquête sociale et de santé 1992-1993 pour la région de Montréal-Centre*, Montréal, Régie régionale de la santé et des services sociaux, Direction de la santé publique, 1995, 312 p.

Une collectivité se représente souvent la santé de la même manière qu'elle se représente elle-même, qu'elle pense les rapports entre les individus et le groupe : une façon de donner une figure aux enjeux qui se représentent à elle. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que l'état de santé de la population est sensé être le signe de la « santé » de la vie collective. Peut-être peut-on ainsi comprendre la vaste enquête *Santé-Québec* — significativement rebaptisée *Enquête sociale et de santé* — réalisée à tous les cinq ans par le ministère de la Santé et des Services sociaux, en vue de détecter les problèmes, de cibler des groupes et de se donner des objectifs réalistes pour améliorer la santé de la population. La dernière a été réalisée en 1992-1993, et on nous offre ici les données et leur analyse pour une région particulière, l'île de Montréal. Il s'agit du sous-produit d'une vaste enquête mobilisant beaucoup de ressources, d'argent, de personnel et de « répondants » (plus de 16 000 ménages à travers la province y ont participé ; 2 280 à Montréal). Le rapport suit le même plan que celui qui présente les données à l'échelle provinciale.

Parce qu'on ne peut interroger les individus sur tout, et qu'un questionnaire de 50 pages est malgré tout limité, il a fallu choisir parmi les indicateurs de santé et les facteurs explicatifs sur lesquels de l'information serait recueillie. On a ainsi sondé les personnes sur certaines habitudes de vie et leur santé mentale. Le portrait nous apprend que depuis 1987, les Montréalais consomment moins d'alcool, fument moins, mais qu'une proportion plus grande d'entre eux présente un excès de poids et, surtout, exprime une détresse psychologique (variable) et des idées suicidaires. La santé physique est mesurée par l'« autonomie fonctionnelle », indicateur du « désavantage dans l'accomplissement des rôles sociaux » qu'occasionne le handicap, et par la perception que les individus ont eux-mêmes de leur état de santé, indicateur commode, synthétique et que l'on dit fiable, en plus d'être adapté à l'orientation « sociologique » de l'enquête. Car plutôt que de chercher à mesurer la prévalence de certaines maladies, on se centre surtout sur les *médiateurs* de nature